ASSEMBLÉE NATIONALE

10ème législature

Jeunes

Question au Gouvernement n° 2302

Texte de la question

M. le president. La parole est a M. Michel Berson.
M. Michel Berson. Monsieur le ministre de l'education nationale, la legerete de votre reponse (Exclamations sur les bancs du groupe de Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre. - Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste) n'a d'egale que la legerete des moyens dont vous disposez pour appliquer la politique du President de la Republique. (Huees sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)
Le President de la Republique, parlant hier soir de l'avenir et de l'emploi des jeunes...
M. Claude Bartolone. Vu l'audience, il n'y a que les socialistes qui l'ont regarde !
M. Michel Berson. ... a affirme: « Quand on veut, on peut !» Mais il n'a avance aucune proposition concrete, aucun chiffre, aucun moyen financier pour lutter efficacement contre le chomage des jeunes. Il est vrai que, lors du sommet pour l'emploi des jeunes, le patronat, tout comme le Gouvernement d'ailleurs, a refuse de s'engager sur des objectifs clairs de creation d'emplois.
Le President de la Republique a cependant repete hier soir a plusieurs reprises: «J'ai demande au Gouvernement de mettre en oeuvre... J'ai demande au Gouvernement de reflechir...». Alors, monsieur le ministre du travail, au-dela des incantations d'un soir, au-dela des propos lenifiants, voire inconsistants (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre), quels moyens supplementaires le Gouvernement vous a-t-il donnes et le President de la Republique vous a-t-il demande de mettre en oeuvre, non pour lancer quelques stages ephemeres, mais pour creer les vrais emplois, les emplois durables dont les jeunes ont besoin ?
Ajourd'hui, la question majeure n'est plus de changer l'ordre des jeunes chomeurs dans la file d'attente, mais bien de faire une place a tous les jeunes dans la societe, c'est-a-dire dans l'emploi. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)
M. le president. La parole est a M. le ministre du travail et des affaires sociales.
M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales. Monsieur Berson, meme si vous avez l'humeur chagrine (Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste), les choses se mettent en place.
M. Jacques Floch. Au bout de quatre ans !
M. Claude Bartolone. Il ne suffit pas de le dire !
M. le ministre du travail et des affaires sociales. Le President de la Republique a rappele hier qu'un vaste plan de mobilisation avait ete lance, qui concerne les pouvoirs publics, certes, mais aussi l'ensemble de la nation.
M. Jean-Pierre Balligand. Personne ne l'a jamais vu, ce plan !
M. le ministre du travail et des affaires sociales. Les entreprises sont en effet appelees a nous aider a atteindre, en 1997, l'objectif de 400 000 jeunes en alternance, systeme de formation dont les credits, je le rappelle, depassent 10 milliards. Des le mois d'avril, les grandes entreprises vont s'executer en chiffrant precisement les engagements qu'elles prendront a ce titre. Anne-Marie Couderc et moi-meme rencontrerons demain les presidents de region pour nous assurer que des places de CFA seront liberees et que, le cas echeant, nous pourrons recourir aux lycees techniques, avec le concours de l'education nationale.
Mme Martine David. C'est plutot laborieux, cette reponse !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. Deuxiemement, l'Agence pour l'emploi et les missions locales vont se mettre en etat de commencer a recevoir les 100 000 jeunes chomeurs de longue duree, c'est-a-dire de plus d'un an.
M. Bernard Derosier. C'est une reponse aux forceps !
M. le ministre du travail et des affaires sociales. J'ajoute que toute la politique dessinee hier vise a jalonner l'avenir du pays («Ah !» sur les bancs du groupe socialiste) a travers un droit a la formation tout au long de la vie, qui permettra a la fois d'assurer une insertion plus precoce et de menager en permanence des possibilites de de reconversion.
Des perspectives nouvelles s'ouvrent ainsi a la jeunesse de France, qui attend mieux que des denigrements et des calomnies systematiques. (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Texte de la réponse

M. le president. La parole est a M. Michel Berson.
M. Michel Berson. Monsieur le ministre de l'education nationale, la legerete de votre reponse (Exclamations sur les bancs du groupe de Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre. - Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste) n'a d'egale que la legerete des moyens dont vous disposez pour appliquer la politique du President de la Republique. (Huees sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre.)
Le President de la Republique, parlant hier soir de l'avenir et de l'emploi des jeunes...
M. Claude Bartolone. Vu l'audience, il n'y a que les socialistes qui l'ont regarde !
M. Michel Berson. ... a affirme: « Quand on veut, on peut !» Mais il n'a avance aucune proposition concrete, aucun chiffre, aucun moyen financier pour lutter efficacement contre le chomage des jeunes. Il est vrai que, lors du sommet pour l'emploi des jeunes, le patronat, tout comme le Gouvernement d'ailleurs, a refuse de s'engager sur des objectifs clairs de creation d'emplois.
Le President de la Republique a cependant repete hier soir a plusieurs reprises: «J'ai demande au Gouvernement de mettre en oeuvre... J'ai demande au Gouvernement de reflechir...». Alors, monsieur le ministre du travail, au-dela des incantations d'un soir, au-dela des propos lenifiants, voire inconsistants (Protestations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique et du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre), quels moyens supplementaires le Gouvernement vous a-t-il donnes et le President de la Republique vous a-t-il demande de mettre en oeuvre, non pour lancer quelques stages ephemeres, mais pour creer les vrais emplois, les emplois durables dont les jeunes ont besoin ?
Ajourd'hui, la question majeure n'est plus de changer l'ordre des jeunes chomeurs dans la file d'attente, mais bien de faire une place a tous les jeunes dans la societe, c'est-a-dire dans l'emploi. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)
M. le president. La parole est a M. le ministre du travail et des affaires sociales.
M. Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales. Monsieur Berson, meme si vous avez l'humeur chagrine (Rires et exclamations sur les bancs du groupe socialiste), les choses se mettent en place.
M. Jacques Floch. Au bout de quatre ans !
M. Claude Bartolone. Il ne suffit pas de le dire !
M. le ministre du travail et des affaires sociales. Le President de la Republique a rappele hier qu'un vaste plan de mobilisation avait ete lance, qui concerne les pouvoirs publics, certes, mais aussi l'ensemble de la nation.
M. Jean-Pierre Balligand. Personne ne l'a jamais vu, ce plan !
M. le ministre du travail et des affaires sociales. Les entreprises sont en effet appelees a nous aider a atteindre, en 1997, l'objectif de 400 000 jeunes en alternance, systeme de formation dont les credits, je le rappelle, depassent 10 milliards. Des le mois d'avril, les grandes entreprises vont s'executer en chiffrant precisement les engagements qu'elles prendront a ce titre. Anne-Marie Couderc et moi-meme rencontrerons demain les presidents de region pour nous assurer que des places de CFA seront liberees et que, le cas echeant, nous pourrons recourir aux lycees techniques, avec le concours de l'education nationale.
Mme Martine David. C'est plutot laborieux, cette reponse !

M. le ministre du travail et des affaires sociales. Deuxiemement, l'Agence pour l'emploi et les missions locales vont se mettre en etat de commencer a recevoir les 100 000 jeunes chomeurs de longue duree, c'est-a-dire de plus d'un an.
M. Bernard Derosier. C'est une reponse aux forceps !
M. le ministre du travail et des affaires sociales. J'ajoute que toute la politique dessinee hier vise a jalonner l'avenir du pays («Ah !» sur les bancs du groupe socialiste) a travers un droit a la formation tout au long de la vie, qui permettra a la fois d'assurer une insertion plus precoce et de menager en permanence des possibilites de de reconversion.
Des perspectives nouvelles s'ouvrent ainsi a la jeunesse de France, qui attend mieux que des denigrements et des calomnies systematiques. (Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe de l'Union pour la democratie francaise et du Centre et sur quelques bancs du groupe du Rassemblement pour la Republique.)

Données clés

Auteur : M. Berson Michel
Circonscription : - SOC
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 2302
Rubrique : Emploi
Ministère interrogé : travail et affaires sociales
Ministère attributaire : travail et affaires sociales

Date(s) clée(s)

Question publiée le : 12 mars 1997, page 1793
Réponse publiée le : 12 mars 1997, page 1793
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 12 mars 1997